

L'interruption du travail peut être ordonnée dans les conditions prévues à l'[article L. 480-2 du code de l'urbanisme](#).

[L. 4744-4](#)

Ordonnance n°2016-413 du 7 avril 2016 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Est puni d'une amende de 10 000 euros le fait pour un maître d'ouvrage :

1° De ne pas désigner de coordonnateur en matière de sécurité et de santé, en méconnaissance de l'[article L. 4532-4](#), ou de ne pas assurer au coordonnateur l'autorité et les moyens indispensables à l'exercice de sa mission, en méconnaissance de l'[article L. 4532-5](#) ;

2° De désigner un coordonnateur ne répondant pas à des conditions définies par décret pris en application de l'[article L. 4532-18](#) ;

3° De ne pas faire établir le plan général de coordination prévu à l'[article L. 4532-8](#) ;

4° De ne pas faire constituer le dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage prévu à l'[article L. 4532-16](#).

La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 euros. La juridiction peut, en outre, prononcer les peines prévues à l'[article L. 4741-5](#).

[L. 4744-5](#)

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait pour l'entrepreneur de ne pas remettre au maître d'ouvrage ou au coordonnateur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs prévu à l'[article L. 4532-9](#) est puni d'une amende de 9 000 euros.

La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 euros. La juridiction peut, en outre, prononcer les peines prévues à l'[article L. 4741-5](#).

[L. 4744-6](#)

Ordonnance n°2016-413 du 7 avril 2016 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait pour les travailleurs indépendants, ainsi que pour les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, de ne pas mettre en oeuvre les obligations qui leur incombent, des dispositions législatives et réglementaires du chapitre V du titre III du livre V de la présente partie, est puni d'une amende de 4 500 euros.

[L. 4744-7](#)

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 113 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Outre les officiers de police judiciaire et les agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'[article L. 8112-1](#), les infractions définies aux [articles L. 4744-1 à L. 4744-5](#) sont constatées par les personnes prévues à l'[article L. 480-1](#) du code de l'urbanisme.

## *Chapitre V : Infractions aux règles relatives à la médecine du travail.*

[L. 4745-1](#)

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 102 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de méconnaître les dispositions des [articles L. 4621-1 à L. 4624-9](#) et [L. 4644-1](#) et des règlements pris pour leur application est puni, en cas de récidive dans le délai de trois ans, d'un emprisonnement de quatre mois et d'une amende de 3 750 euros.

La juridiction peut également ordonner, à titre de peine complémentaire, l'affichage du jugement aux portes de l'établissement de la personne condamnée, aux frais de celle-ci, dans les conditions prévues à l'[article 131-35](#)